

Éditorial : Changement de plan « soudain »

À la suite de nombreux désaccords et autres débats houleux, les membres décideront, à l'occasion de la réunion du Comité des négociations commerciales (CNC) du 26 juillet, s'ils abandonnent la poursuite du mini-ensemble des pays moins avancés (PMA) pour décembre. Selon les sources, la décision de poursuivre sur cette nouvelle voie a été prise le 22 juillet, à l'issue d'une réunion entre le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, et les principaux acteurs dans les négociations, notamment le G-7 (Australie, Brésil, Chine, UE, Inde, Japon et États-Unis). Cette nouvelle n'a occasionné aucune surprise, étant donné que les pourparlers sur le mini-ensemble de décembre semblaient particulièrement difficiles à faire progresser. S'exprimant à l'Institut des hautes études de Genève le 21 juillet, le représentant adjoint au Commerce des États-Unis, David Shark, et le responsable du commerce de la Chine, Zhu Haitao, ont tous deux déclaré qu'une entente pour le mois de décembre était fortement improbable. « De mon point de vue, nous n'atteindrons pas de compromis », a déclaré M. Shark, un sentiment partagé par son homologue chinois qui s'est dit lui aussi sceptique au sujet d'une possible entente pour maintenir le Cycle de Doha en vie. Toutefois, comme à l'accoutumée, personne ne veut prendre la responsabilité de mettre un terme aux négociations, par crainte d'une condamnation internationale. « Quand aura lieu l'assemblée ministérielle à la fin de l'année, je peux prédire sans crainte que les membres se garderont bien de déclarer que l'accord est mort, » a précisé l'USTR adjoint. Comme le dit le proverbe : « Plus de mini-ensemble? Pas de problème ».

Sermons de M. Zoellick : « Tomber dans la démagogie au sujet de Doha serait défaitiste ».

À la lumière des négociations de Doha en grande difficulté, le directeur général de l'OMC a obtenu un soutien fort apprécié de son bon ami, Robert Zoellick – l'ancien représentant au Commerce des États-Unis, aujourd'hui président de la Banque mondiale – qui a présenté un plaidoyer animé en faveur de la conclusion du Programme de Doha pour le développement vieux de 10 ans, lequel il a aidé à lancer en 2001.

Présent au troisième examen global de l'Aide pour le commerce de l'OMC (18-19 juillet), M. Zoellick a saisi l'occasion de s'en prendre aux principaux pays – développés comme en développement – au sujet des problèmes auxquels sont confrontés les pourparlers à l'heure actuelle.

« Je ne vais pas y mettre les formes. Les négociateurs des principaux pays – développés comme en développement – se retranchent dans une position défensive. Les stratagèmes tactiques ont submergé les visions stratégiques et le leadership, » a déclaré M. Zoellick.

Sans aucun doute, ses invectives étaient dirigées contre les membres du G-7, ces mêmes pays que de nombreux observateurs commerciaux perçoivent comme les principaux protagonistes dans le blocage des négociations du Cycle de Doha au cours des deux dernières années et qui ont déclaré que des contraintes intérieures les avaient rendus incapables de concéder des compromis supplémentaires pour faire avancer les pourparlers.

« J'ai entendu toutes les préoccupations soulevées par les politiques intérieures, mais je m'y connais un peu en matière de politique commerciale et de clôture et d'adoption d'ententes. Si les principaux négociateurs voient petit, ils agissent petit et passent à côté de grandes opportunités, » a encore déclaré M. Zoellick, ajoutant que si ces pays clés ne sont pas capables de donner l'exemple, « ils constateront – ironiquement – que leur gain est moindre pour la concession. Et ils n'inspireront certainement pas confiance dans ce qui pourrait être fait. »

Rejeter la responsabilité sur les É.-U...

L'ancien USTR n'a pas hésité à remettre en question la stratégie de son propre pays en demandant ce que les « É.-U. ont tiré de leur refus de réduire les subventions agricoles qui vont maintenant tomber sous le couperet budgétaire? Ou de l'élimination du tarif sur l'éthanol, de la règle de la remise à zéro pour l'antidumping, et peut-être de certaines ouvertures au mode 4 qui permettraient de dynamiser la croissance des É.-U.? »

Les États-Unis ont procédé à leurs réductions dans le soutien interne global ayant des effets de distorsion des échanges (SGEDE), à condition d'obtenir un accès supplémentaire aux marchés des pays émergents. À la fin de la mini-conférence ministérielle de 2008, l'USTR de l'époque, Susan Schwab, avait suggéré la possibilité que les É.-U. réduisent leur SGEDE à 14,5 G\$.

Les États-Unis ont également résisté aux réductions dans leurs subventions pour le coton que réclamaient les pays africains du C4 (Bénin, Burkina Faso, Tchad et Mali) et, depuis la perte du groupe spécial contre le Brésil, les É.-U. ont décidé de payer environ 147 M\$ par an à l'industrie du coton brésilienne, plutôt que d'éliminer leur soutien ayant des effets de distorsion des échanges. Le groupe a vigoureusement critiqué l'entente É.-U.-Brésil qui n'offre rien aux pays du C-4, qui ont également souffert des subventions pour le coton des É.-U.

Sur l'éthanol, le Brésil continue de critiquer le tarif de 54 cents par gallon appliqué par les É.-U. pour l'éthanol importé. En ce qui a trait à la remise à zéro, plus tôt cette année, les É.-U. ont déclaré à l'OMC qu'ils envisageaient des modifications à leur méthodologie visant à traiter les multiples difficultés auxquelles ils se heurtaient ces dernières années concernant les pratiques de remise à zéro. Quoi qu'il en soit, les modifications proposées se sont heurtées à de fortes oppositions de la part de certains législateurs américains, contraignant ainsi l'USTR à faire marche arrière sur sa position officielle dans la négociation des règles.

Pour ce qui est du mode 4 (le mouvement des personnes physiques), les É.-U. ont résisté à la possibilité d'offrir à l'Inde et aux autres fournisseurs de travailleurs hautement qualifiés un nombre accru des fameux visas H1B les autorisant à travailler aux É.-U.

« Est-ce que certains de ces mouvements – ou d'autres – auraient permis aux É.-U. d'obtenir certaines offres de produits manufacturés ou de services dont ils avaient besoin pour faire avancer l'entente? Le pourraient-ils encore? » a demandé M. Zoellick.

« Si les négociateurs américains attendent que le Congrès les autorise à conclure une entente, ils risquent d'attendre longtemps. Le Congrès pense que le pouvoir exécutif est tenu d'assumer cette responsabilité. Et le Congrès sait que les ententes, en particulier aussi importantes que le Cycle de Doha, sont vendues sous forme de choix binaires – vers le haut ou vers le bas – pour ou contre le système commercial international, » a déclaré le président de la Banque mondiale dans ce qui pourrait être perçu comme un conseil à l'USTR actuel, Ron Kirk.

L'absence de direction de la part des É.-U. est une faute bipartisane, selon M. Zoellick, qui admet que la position défensive actuelle de son pays remonte bien avant l'époque de M. Kirk, vers la fin de l'administration Bush.

... ainsi que sur les économies émergentes

Cela dit, si le sort du Cycle de Doha est profondément décevant, la faute ne revient pas uniquement aux É.-U. « Aucun pays ne devrait s'en voir attribuer la responsabilité à lui seul, » les économies émergentes comme la Chine, l'Inde et le Brésil sont également responsables de l'impasse actuelle, a ajouté M. Zoellick.

« Dans les moments critiques, les principaux marchés émergents ont eux aussi invoqué leurs propres motifs pour bloquer les négociations. Ils préféreraient manœuvrer et rationaliser plutôt que de conclure. »

Les trois économies émergentes ont été ciblées par les É.-U. pour en faire plus dans les négociations sectorielles, lesquelles ils ont refusé en déclarant que la participation à ces négociations était volontaire. Le chef de la Banque mondiale leur a rappelé la façon dont l'accord sectoriel ATI avait dynamisé le commerce des TI et le développement de la chaîne d'approvisionnement, au plus grand profit des producteurs des pays en développement.

« À un moment où les pays en développement investissent de fortes sommes dans l'infrastructure ou les améliorations environnementales, pourquoi ne pas se doter d'ententes pour réduire les obstacles au commerce dans la construction d'équipements et les biens et services écologiques? » a demandé M. Zoellick.

Le mini-ensemble ne suffit pas

« Donc, à présent, je comprends que l'OMC rampe vers une petite entente – au mieux, » a déclaré M. Zoellick, non sans une pointe d'humour.

Selon lui, une mini-entente ne fera pas grand-chose pour la croissance mondiale, en particulier à un moment où le monde en a le plus besoin. Ainsi, le chef de la Banque mondiale a exhorté les membres à « voir grand à nouveau », afin que l'OMC ne prenne pas de retard et permette au programme commercial international de passer à des ententes transatlantiques ou à d'autres ententes de petits groupes comme dans les services, qui excluraient les économies émergentes.

Dans les faits, l'OMC a publié le 20 juillet le Rapport sur le commerce mondial 2011, dans lequel elle déclare que les échanges n'augmenteront que de 6,5 % comparés à 14,5 % l'année dernière. L'organisation se dit préoccupée de l'explosion des accords commerciaux préférentiels (ACP), qui « ne sont pas assortis d'un développement des flux commerciaux qui reçoivent un traitement préférentiel. » M. Lamy a déclaré que l'impasse actuelle dans les négociations laissait présager que d'avantage d'ACP seront négociés à l'avenir.

